

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 31/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIVALOR ENERGIE

Route de Guémar
68150 Ribeauvillé

Références : 0056800480_2023_09_19_Agrivalor_Energie_Ribeuvillé_VIIC_AN2023
Code AIOT : 0056800480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement AGRIVALOR ENERGIE implanté Route de Guémar 68150 Ribeauvillé. Cette partie **2** Contexte et constats **2** est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIVALOR ENERGIE
- Route de Guémar 68150 Ribeauvillé
- Code AIOT : 0056800480
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site transforme des biodéchets, des déchets de végétaux ainsi que des déchets de ferme (lisier et lactosérum) en biométhane qui, valorisé en cogénération, produit de l'électricité (injecté dans le réseau EDF) et de la chaleur (autoconsommée en partie et distribuée sur un réseau de chaleur destiné au chauffage d'un ERP et à la pasteurisation de lait d'une fromagerie).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- étanchéité et fuite de biométhane
- plan d'épandage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **1** avec suites administratives **1** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **2** susceptible de suites administratives **2** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **3** sans suite administrative **3**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	Code de l'environnement, colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9	Sans objet
2	Phase de démarrage 1/2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26	Sans objet
3	Epuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis	Sans objet
4	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10 (sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37	Sans objet
6	Canalisations, dispositifs d'ancrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 33	Sans objet
7	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34	Sans objet
8	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants	Sans objet
9	Épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classement et régime ICPE applicables
Prescription contrôlée : Nomenclature des installations classées Rubrique n° 4310 Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : [...] Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t
Constats : L'exploitant a fait parvenir par courriel le 13 septembre 2023 les renseignements demandés. La quantité de gaz inflammable susceptible d'être présente dans l'installation est de 3594 m ³ , ce qui équivaut à 4350 kg de méthane suivant les données fournis par l'exploitant. L'installation ne relève pas de la Directive SEVESO III, au titre de la rubrique 4310.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Phase de démarrage 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir

des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.
Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.
Constats : L'exploitant a repris les consignes du constructeur de l'unité de méthanisation tout en les adaptant à ses pratiques. Les consignes précisent les opérations qui sont de nature à accentuer les risques d'explosion et donc interdites (par ex : interdiction de fumer ou d'apporter des flammes nues, mesurer l'atmosphère à l'aide d'un détecteur de gaz mobile,...). Elle concerne en la création d'une procédure synthétique renvoyant aux classeurs plus détaillés fournis par le concepteur de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Épuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : -2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm ³ / h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit. -1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm ³ / h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.
Constats : Le biogaz n'est pas épuré mais directement consommé par les unités de cogénération présentes sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10 (sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. [...]
Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. [...]
Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. [...]

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. [...]
Constats : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz présent en permanence sur le site. L'étude d'impact précise l'implantation de la torchère et les conditions de destruction du biogaz produit. Elle est implantée au Nord du site. Elle a été déplacée à la demande des services de l'Inspection afin d'éviter tout risque d'incendie de la végétation environnante. Le temps de fonctionnement de la torchère pour 2023 est de 23h30. Ce temps est pris en compte dans la maintenance préventive. L'exploitant dispose également d'un programme de maintenance préventive. La prescription contrôle est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. [...]
La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.
Constats : Les locaux confinés sont munis d'un système d'aspiration motorisé et doublé par une ventilation naturelle composée d'ouverture maintenue libre au niveau du sol et du plafond du local. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Canalisations, dispositifs d'ancrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.
Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.
Constats : Les pièces, équipements et tuyauteries en contact avec le biogaz, sont réalisées avec l'acier inox. Ils sont résistants à la corrosion. Les tubes sont assemblés par soudure sans pièces de raccordement. Les points d'ancrage sont selon l'exploitant en mesure de maintenir l'intégrité des équipements, en cas de défaillance.

La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<p>Prescription contrôlée : Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).</p> <p>Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.</p>
<p>Constats : Les tuyauteries sont réalisées avec l'acier inox. Les tubes sont assemblés par soudure sans pièces de raccordement. Il n'y a pas de canalisation transportant du biométhane dans les locaux accueillant du personnel. Les zones confinées sont signalées et une consigne spécifique au risque est en place. Les conduites aériennes sont en acier inoxydable conçues pour résister au gel. L'unité de condensation du biogaz est isolée, elle est placée en zone hors gel (tuyauteries calorifugées). Les prescriptions contrôlées sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; -l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ;

<ul style="list-style-type: none"> -la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; -les instructions de maintenance et de nettoyage ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes sont toutes réunies dans un classeur accessible dans le bureau de l'exploitation. Certaines sont accrochées sur un tableau, dans le couloir menant à la salle de contrôle. Elles sont issues de la documentation fournie par le fabricant de l'unité de méthanisation et adaptées par l'exploitant.</p> <p>Le Système de Management Qualité, fait apparaître une modification le 17 octobre 2014 pour la rédaction de la conformité avec les prescriptions du présent article.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ; - les dates d'épandage ; - les parcelles réceptrices et leur surface ; - les cultures pratiquées ; - le contexte météorologique lors de chaque épandage ; - l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ; - l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses. <p>Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant valorise son digestat par le biais de son Autorisation de Mise sur le Marché avec l'homologation METHAFERTIL n°6150004.</p> <p>Il garde un plan d'épandage en secours répondant aux prescriptions de l'article 41 de l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1er du livre V du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant n'a pas eu recours à son plan d'épandage entre janvier 2023 et le 13 septembre 2023, jour de l'inspection.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>